

Identifiant de l'acte délivré par la préfecture :  
083-248300543-20241219-lmc1359443-DE-1-1  
Date de validation par la préfecture : vendredi 20 décembre 2024  
Date de publication : 20/12/2024

**CONSEIL METROPOLITAIN DU  
JEUDI 19 DÉCEMBRE 2024**

**NOMBRE D'ELUS METROPOLITAINS  
EN EXERCICE : 81**

**QUORUM : 41**

Le Conseil Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE régulièrement convoqué le jeudi 19 décembre 2024, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Jean-Pierre GIRAN.

Secrétaire de Séance : VEYRAT-MASSON Béatrice

PRESENTS	REPRESENTES	ABSENTS
59	18	4

**OBJET DE LA DELIBERATION**

**N° 24/12/347**

**AVENANT N°1 AU BAIL  
EMPHYTEOTIQUE RELATIF  
AUX MODALITES DE  
GESTION DES OUVRAGES  
D'ASSAINISSEMENT DE LA  
STATION D'EPURATION DE  
PORQUEROLLES A HYERES**

**PRESENTS :**

M. Thierry ALBERTINI, Mme Dominique ANDREOTTI, Mme Valérie BATTESTI, M. Robert BENEVENTI, M. Philippe BERNARDI, Mme Véronique BERNARDINI, Mme Nathalie BICAIS, M. Pierre BONNEFOY, M. Laurent BONNET, M. Guillaume CAPOBIANCO, M. Robert CAVANNA, M. Patrice CAZAUX, Mme Josy CHAMBON, Mme Marie-Hélène CHARLES, M. Olivier CHARLOIS, M. Amaury CHARRETON, M. Franck CHOUQUET, M. Jean-Pierre COLIN, M. Laurent CUNEO, Mme Nadine ESPINASSE, Mme Claude GALLI-ARNAUD, M. Jean-Pierre GIRAN, Mme Brigitte GENETELLI, Mme Delphine GROSSO, M. Laurent JEROME, M. Arnaud LATIL, Mme Amandine LAYEC, M. Emilien LEONI, Mme Geneviève LEVY, M. Mohamed MAHALI, M. Cheikh MANSOUR, Mme Edwige MARINO, M. Jean-David MARION, Mme Josée MASSI, Mme Anne-Marie METAL, M. Joseph MINNITI, Mme Valérie MONDONE, Mme Isabelle MONFORT, M. Christophe MORENO, Mme Cécile MUSCHOTTI, M. Ange MUSSO, M. Amaury NAVARRANNE, Mme Marie-Claude PAGANELLI-ARGIOLAS, Mme Virginie PIN, Mme Chantal PORTUESE, M. Guy RAYNAUD, Mme Valérie RIALLAND, Mme Rachel ROUSSEL, M. Bernard ROUX, M. Francis ROUX, Mme Christine SINQUIN, M. Hervé STASSINOS, M. Yann TAINGUY, M. Albert TANGUY, Mme Magali TURBATTE, Mme Béatrice VEYRAT-MASSON, M. Gilles VINCENT, Mme Kristelle VINCENT, M. Christian SIMON.

**REPRESENTES :**

Mme Hélène ARNAUD-BILL ayant donné pouvoir à Mme Marie-Hélène CHARLES, M. Gilles BALDACCHINO ayant donné pouvoir à M. Amaury NAVARRANNE, Mme Béatrice BROTONS ayant donné pouvoir à M. Laurent JEROME, M. François CARRASSAN ayant donné pouvoir à M. Francis ROUX, Mme Corinne CHENET ayant donné pouvoir à M. Jean-Pierre COLIN, M. Yannick CHENEVARD ayant donné pouvoir à M. Amaury CHARRETON, M. Luc DE SAINT-SERNIN ayant donné pouvoir à M. Albert TANGUY, Mme Anaïs DIR ayant donné pouvoir à M. Patrice CAZAUX, M. Jean-Pierre EMERIC ayant donné pouvoir à M. Christian SIMON, Mme Corinne JOUVE ayant donné pouvoir à M. Robert CAVANNA, Mme Sylvie LAPORTE ayant donné pouvoir à M. Thierry ALBERTINI, M. Philippe LEROY ayant donné pouvoir à M. Olivier CHARLOIS, M. Erick MASCARO ayant donné pouvoir à M. Laurent BONNET, M. Jean-Louis MASSON ayant donné pouvoir à M. Jean-Pierre GIRAN, Mme Audrey PASQUALI-CERNY ayant donné pouvoir à Mme Amandine LAYEC, M. Joël TONELLI ayant donné pouvoir à Mme Nadine ESPINASSE, Mme Sandra TORRES ayant donné pouvoir à Mme Nathalie BICAIS, M. Jean-Sébastien VIALATTE ayant donné pouvoir à Mme Josée MASSI.

**ABSENTS :**

Mme Basma BOUCHKARA, M. Anthony CIVETTINI, Mme Pascale JANVIER, M. Bruno ROURE.

## **Séance Publique du 19 décembre 2024**

**N° D'ORDRE : 24/12/347**

**O B J E T : AVENANT N°1 AU BAIL EMPHYTEOTIQUE RELATIF  
AUX MODALITES DE GESTION DES OUVRAGES  
D'ASSAINISSEMENT DE LA STATION D'EPURATION  
DE PORQUEROLLES A HYERES**

### **LE CONSEIL METROPOLITAIN**

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales,

**VU** le décret n° 2017-175 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

**VU** l'arrêté préfectoral du 2 mars 2016 portant prescription au titre de l'article L. 214-1 du Code de l'Environnement concernant le système d'assainissement relatif à la station d'épuration Porquerolles sur la commune de Hyères,

**VU** l'arrêté préfectoral du 4 février 2022 autorisant l'utilisation des eaux usées traitées issues de la station d'épuration de Porquerolles en sortie des lagunes à des fins d'irrigation de cultures au profit du Parc National de Port Cros,

**VU** le bail emphytéotique du 30 décembre 1996 entre le Parc National de Port-Cros et la commune de Hyères, substituée lors du transfert de la compétence assainissement eaux usées par la Métropole Toulon Provence Méditerranée, portant sur la parcelle de la station de traitement des eaux usées de Porquerolles,

**VU** la convention du 4 juillet 2007 fixant les modalités de gestion du système de lagunage de Porquerolles entre le Parc National de Port-Cros et la commune de Hyères, substituée lors du transfert de la compétence assainissement eaux usées par la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

**VU** l'arrêté préfectoral du 4 février 2022 autorisant l'utilisation des eaux usées traitées issues de la station d'épuration de Porquerolles en sortie des lagunes à des fins d'irrigation de cultures,

**VU** l'avenant n°1 ci-annexé,

**VU** l'avis de la Commission Eau et Assainissement en date du 18 novembre 2024,

**CONSIDERANT** que la Métropole Toulon Provence Méditerranée est maître d'ouvrage depuis 2009 de la station d'épuration de Porquerolles,

**CONSIDERANT** que le Parc National de Port-Cros est maître d'ouvrage du système de lagunage et du système de réutilisation des eaux traitées,

**CONSIDERANT** que l'arrêté préfectoral du 04 février 2022 précise les domaines d'interventions respectifs du Parc National et de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

**CONSIDERANT** qu'il convient que le Parc National de Port-Cros doit assurer les opérations de curage et de faucardage des lagunes, ainsi que la gestion des boues et des déchets issus de ces ouvrages, ce système étant précédemment pris en charge par le service de l'assainissement de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

**CONSIDERANT** qu'en contrepartie de ces modifications, le loyer annuel est fixé à 26 000 euros,

## **D E C I D E**

### **ARTICLE 1**

**D'ADOPTER** l'exposé qui précède.

### **ARTICLE 2**

**D'AUTORISER** Monsieur le Président de la Métropole Toulon Provence Méditerranée à signer l'avenant n°1 au bail emphytéotique fixant les modalités de gestion des ouvrages d'assainissement de la station d'épuration de l'île de Porquerolles à Hyères.

### **ARTICLE 3**

**D'AUTORISER** Monsieur le Président de la Métropole Toulon Provence Méditerranée à prendre toutes dispositions nécessaires à la mise en œuvre, l'application et le respect de cette convention.

## **ARTICLE 4**

**DE DIRE** que le bail est consenti moyennant un loyer annuel révisable de 26 000 Euros au Parc National de Port-Cros, et que les crédits sont inscrits sur le budget Annexe Assainissement 2024 (et suivants), opération 23819 – article 6137.

Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.  
Pour extrait certifié conforme au registre.

Fait à Toulon, le 19 décembre 2024

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole  
Toulon Provence Méditerranée



Béatrice VEYRAT-MASSON

Le secrétaire de séance

POUR 77

CONTRE 0

ABSTENTION 0



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE



**Station d'Épuration de l'île de Porquerolles à HYÈRES**

**Avenant n°1 au bail emphytéotique du 30 décembre 1996  
publié au deuxième bureau des Hypothèques de Toulon  
le 3 février 1997 volume 97P n°1124**

L'an deux mille vingt-quatre

Et le

En l'Hôtel de la Préfecture à Toulon

par devant le Préfet

Ont comparu :

L'État, représenté par Monsieur Jean-Michel BLANCHARD, Directeur départemental des finances publiques du Var, dont les bureaux sont à Toulon, Place Besagne, agissant conformément à la délégation de signature qui lui a été consentie par arrêté préfectoral n°2023/58/MCI du 21 août 2023 dont une copie demeurera annexée aux présentes (annexe 1) ;

assisté du Parc National de Port-Cros, établissement public administratif, représenté par Madame Sophie-Dorothée DURON, directrice, dont les bureaux sont situés rue Castel Sainte-Claire, 83400 HYERES, aux termes d'une délégation accordée par délibération du Conseil d'administration ;

D'une part,

La Métropole Toulon Provence Méditerranée (MTPM), SIRET n°24830054300217, dont le siège est situé 107 boulevard Henri Fabre, 83041 TOULON, représentée par son président, Monsieur Jean-Pierre GIRAN, en application de la délibération du Conseil Métropolitain de MTPM n°        du        , habilitant son président à signer le présent avenant ;

D'autre part,

Lesquels, préalablement au présent avenant, ont exposé ce qui suit :

## EXPOSE PREALABLE

1° Suivant acte administratif passé devant M le Préfet du Var le 30 décembre 1996 et publié au deuxième bureau des hypothèques de Toulon le 3 février 1997 volume 97P n°1124, l'État, assisté du Parc National de Port-Cros, a donné à bail emphytéotique à la commune de **Hyères**, un terrain sis sur l'île de Porquerolles, lieu-dit « La Plaine », aux fins de construire les équipements publics nécessaires au traitement des eaux usées de l'île.

Ledit terrain figure au cadastre de la commune de Hyères, comme suit :

<i>SECTION</i>	<i>N°</i>	<i>LIEU-DIT</i>	<i>SUPERFICIE</i>
J	1433	La Plaine	4.870 m <sup>2</sup>

Cet immeuble est immatriculé dans **chorus ReFx** sous le **numéro 161 590**.

A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2009, suite au transfert de la compétence assainissement, la communauté d'agglomération de Toulon Provence Méditerranée s'est substituée à la commune de Hyères, dans l'entretien et l'exploitation de la station d'épuration construite sur cette parcelle. Cette substitution s'est réalisée par une continuité d'exécution des contrats selon les conditions antérieures, conformément aux termes de l'article L-5211-5-III du Code Général des Collectivités Territoriales.

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2018, cette compétence est assurée par la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE (MTPM) ; en effet, l'article 4 du décret n°2017-1758 du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée (MTPM) précise que celle-ci exerce les compétences prévues à l'article L5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Les parties se sont engagées en décembre 2022 dans un processus de révision du bail emphytéotique de 1996. Un courrier du 9 mars 2023, formalisant l'accord de la Métropole sur les conditions proposées par le Parc National de Port-Cros est joint en annexe n°2.

Les parties sont donc convenues du présent avenant destiné à modifier la dénomination du bénéficiaire du bail emphytéotique (Métropole TPM en remplacement de la commune de Hyères), et les conditions d'occupation du terrain sur lequel est implantée la station d'épuration de l'île de Porquerolles.

## CONVENTION PORTANT AVENANT N°1 AU BAIL EMPHYTEOTIQUE DU 30 DECEMBRE 1996

Ceci exposé, Monsieur le DDFIP du Var, stipulant au nom de l'ÉTAT et assisté comme il est dit ci-dessus, donne à bail emphytéotique à la Métropole Toulon Provence Méditerranée, **ce qui est accepté par son Président Monsieur GIRAN**, les biens objet du bail emphytéotique signé le 30 décembre 1996.

Pour les besoins de la publicité foncière, les parties rappellent en tant que de besoin la désignation des biens concernés :

Sur la commune de HYERES (VAR), île de PORQUEROLLES,

Une parcelle de terre figurant au cadastre rénové de ladite commune à la Section J sous le numéro 1433 pour 48 ares 70 centiares.

La parcelle cadastrée section J numéro 1433 provient de la division de la parcelle antérieurement cadastrée section J numéro 228 ainsi que cela résulte d'un document d'arpentage n°6545V dressé par le Cabinet SCP Turquat Deveney, Géomètres experts à HYERES le 25 mai 1989.

### **ORIGINE DE PROPRIETE**

La parcelle faisant l'objet du présent bail emphytéotique est inscrite au référentiel CHORUS de l'Etat sous le numéro ReFX 161590 à la rubrique "Parcs Nationaux".

Elle est la propriété de l'État pour l'avoir acquise aux termes des actes relatés ci-après :

- s'agissant des quatre-vingt-dix-neuf centièmes indivis (99/100ème) Acte administratif reçu par le Préfet du Var le 17 mai 1971, publié au 2ème bureau des hypothèques de TOULON I le 26 mai 1971, volume 370 n° 5, ledit acte contenant vente à l'Etat par Mme Simone FOURNIER, épouse RICHET, de divers immeubles dont la parcelle susvisée.

ORIGINE ANTERIEURE : s'agissant de l'origine antérieure, les parties, d'un commun accord, entendent s'en référer à celle contenue dans l'acte administratif du 17 mai 1971 précité.

- s'agissant du un centième indivis (1/100ème) : Acte administratif reçu par le Préfet du Var le 7 mars 1983, volume 5372 n° 3, ledit acte contenant vente par MM. AUERBACH Pierre, BLITZ Gérard et TRIGANO André Elie de divers immeubles dont les parcelles susvisées.

ORIGINE ANTÉRIEURE : s'agissant de l'origine antérieure, les parties, d'un commun accord, entendent s'en référer à celle contenue dans l'acte administratif du 7 mars 1983 précité.

#### **Article 1 -**

**L'article 5 « CHARGES ET CONDITIONS » du bail de 1996 est supprimé et remplacé par l'article suivant :**

Il est précisé que les terrains sont donnés à bail à la Métropole Toulon Provence Méditerranée en vue de l'exploitation d'un équipement public de traitement des eaux usées.

- 1) Elle prendra les terrains loués dans leur état actuel et ne pourra faire aucune réclamation pour quelque cause que ce soit sans pouvoir à aucune époque et sous aucun prétexte exiger de l'État aucune espèce de réparation.

- 2) Elle supportera les servitudes passives, apparentes ou occultes, continues ou discontinues qui peuvent grever les immeubles loués et profitera en retour de celles actives, s'il en existe, à ses risques et périls, sans recours contre le bailleur.
- 3) Elle acquittera à partir du jour de l'entrée en jouissance, les impôts fonciers et toutes taxes ou contributions, ordinaires ou extraordinaires auxquels les terrains loués peuvent ou pourront être assujettis pendant la durée du bail de manière que l'Etat ne soit pas recherché à ce sujet.
- 4) Elle satisfera à partir de la même époque, à toutes les charges de ville, de voirie, de police et autres et à tous les règlements administratifs établis ou à établir sans aucune exception ni réserve.
- 5) Elle s'opposera à toute usurpation et à tout empiétement et devra prévenir le Directeur du Parc National de PORT-CROS ou le Directeur des Finances publiques du Var de tout ce qui pourrait advenir à ce sujet à peine d'en demeurer garant et responsable.

Par ailleurs, la Métropole Toulon Provence Méditerranée accepte expressément les conditions suivantes :

- 1) Obligation de restituer au Parc National de Port-Cros l'ensemble des eaux usées traitées par la station pour traitement tertiaire par lagunage sous condition que le traitement et le rejet de ces eaux usées traitées soient conforme avec les prescriptions de l'arrêté préfectoral du 02/03/2016 portant prescription au titre de l'article L214-1 du code de l'Environnement concernant le système d'assainissement relatif à la station d'épuration de Porquerolles.
- 2) Obligation pour MTPM de maintenir les terrains dans un parfait état de propreté et d'entretien avec autorisation pour les agents du Parc national d'y effectuer des visites de contrôle ou d'expertise.
- 3) Obligation de communiquer, sur demande, au Parc national les analyses effectuées sur la qualité des eaux brutes ou traitées.
- 4) Obligation de permettre au Parc national de Port-Cros d'effectuer des prélèvements, notamment sur les eaux brutes en entrées de la station de traitement, en vue de la réalisation du programme de surveillance relatif à la réutilisation des eaux usées traitées.
- 5) Implication dans la rédaction et l'application du plan de gestion des risques du système épuratoire complet (STEP + lagunes). Le plan de gestion des risques, co-élaboré avec le Parc national, est un document réglementairement requis au titre de l'arrêté préfectoral du 04/02/2022 autorisant la réutilisation des eaux usées traitées et dont les dispositions doivent prendre en compte les aléas pouvant survenir sur le traitement primaire ;
- 6) Obligation d'informer, sans délai, le Parc national des éventuels dysfonctionnements des installations primaires d'épuration, de l'évolution de leur fonctionnement et des opérations diverses susceptibles de modifier les caractéristiques des eaux versées dans les lagunes.

En cas de concession par la MTPM de ce terrain pour un usage qui ne pourrait qu'être conforme à l'objet du bail, les clauses s'appliqueront de plein droit au concessionnaire.

Toute modification, notamment dans le cadre du projet de reconstruction de la station d'épuration, sera soumise à l'accord préalable du Parc National de Port-Cros, cet accord ne se substituant pas aux autres autorisations administratives, notamment celles qui découlent du classement du site ou des réglementations applicables dans le cœur de parc national.

Par ailleurs, le Parc national de Port-Cros accepte expressément les conditions suivantes :

- 1) Obligation d'avertir MTPM, au moins 48 heures à l'avance, de toute demande d'accès à l'intérieur du site.
- 2) Obligation de se faire accompagner par le personnel de la collectivité ou son délégataire à l'intérieur du site.
- 3) Obligation de ne pas intervenir sur les organes de fonctionnement des ouvrages ni en modifier le fonctionnement.
- 4) Obligation de transmettre à la MTPM, au mois de février, le programme d'irrigation de l'année tel que défini à l'article 6 de l'arrêté REUT du 04/02/2022.
- 5) Obligation de transmettre à la MTPM, au minimum 15 jours avant le début de l'irrigation, le programme de surveillance des eaux usées traitées, puis les résultats de la surveillance avant le 31 décembre de l'année en cours ainsi que le registre tels que définis aux articles 7 et 8 de l'arrêté du 04/02/2022.

## **Article 2 –**

**L'article 8 « CONDITIONS FINANCIERES-MODALITES DE PAIEMENT » est supprimé et remplacé par l'article suivant :**

Le présent bail est consenti et accepté moyennant un loyer annuel de 26 000,00 euros (VINGT-SIX MILLE EUROS).

Le montant du loyer annuel ci-dessus fixé sera révisé de plein droit chaque année au 1er janvier par référence à la variation de l'indice INSEE du coût de la construction (ICC) ou tout indice appelé à lui être substitué connu à la date de révision.

L'indice de base retenu sera celui du 3<sup>e</sup> trimestre 2023, soit 2106.

En cas de perte des bâtiments, le loyer sera maintenu au taux qu'il aura atteint, à la date de cette perte jusqu'à la reconstruction éventuelle des bâtiments détruits.

En cas de retard dans le paiement, les sommes dont le règlement sera différé porteront automatiquement, de plein droit, intérêt au taux légal, sans qu'il soit porté atteinte aux droits de l'État à tous dommages et intérêts.

Le paiement devra s'effectuer à réception du titre de recette, par chèque ou virement, selon les modalités suivantes :

• soit, par chèque bancaire ou postal libellé au nom de : **l'agent comptable du Parc national de Port-Cros**, joindre le talon à découper de l'avis de sommes à payer et à adresser à :

**Groupeement Comptable de l'OFB  
des Parcs nationaux et de l'EPMP**

Immeuble Tabella  
125, Impasse Adam Smith  
34470 PEROLS

• soit, par virement sur le compte de l'Agent Comptable en indiquant les références (établissement + numéro du titre de recette) :

Identifiant national de compte bancaire - RIB

Code banque	Code guichet	N° compte	Clé
10071	34000	00001005130	36

BAN (International Bank Account Number)

FR76	1007	1340	0000	0010	0513	036
------	------	------	------	------	------	-----

Titulaire du compte :

PARC NATIONAL DE PORT CROS  
AGENCE COMPTABLE  
125 IMPASSE ADAM SMITH  
OFFICE FRANCAIS BIODIVERSITE  
34470 PEROLS

Domiciliation
TPMONTPELLIER

BIC (Bank Identifier Code)
TRPUFRP1

Tous les frais du présent acte et ceux qui en seront la suite ou la conséquence seront à la charge du preneur.

### Article 3-

Dans les articles

- **9 « PROPRIÉTÉ DES AMÉLIORATIONS ET CONSTRUCTIONS, REMISE EN ÉTAT »**
- **10 « CONSTITUTION ET ACQUISITION DE DROITS RÉELS »**
- **11 « CESSION- APPORT EN SOCIETE »**

Les termes « commune de Hyères » sont remplacés par « Métropole TPM ».

Les termes « Direction des services fiscaux du Var » sont remplacés par « Direction départementale des finances publiques du Var »

### Article 4 –

Toutes les clauses et conditions du bail qui ne sont pas contraires au présent avenant restent inchangées et en vigueur entre les parties.

### Article 5 – ENREGISTREMENT

**Déclarations fiscales :** Le présent acte est exonéré des droits d'enregistrement et de la taxe de publicité foncière en vertu de l'article 1040-I du code général des impôts.

### Article 6 – PUBLICITE FONCIERE

Le présent avenant sera publié au service de publicité foncière de TOULON à la diligence du service des domaines de la DDFIP du Var dans les formes et conditions prévues par l'article 28 du décret du 4 janvier 1955 et l'article 68-1 du décret du 14 octobre 1955.

Pour l'accomplissement des formalités de publicité foncière, les parties, agissant dans un intérêt commun, donnent tous pouvoirs nécessaires à M. le directeur départemental des finances publiques du Var, à l'effet de faire et de signer toutes déclarations, dresser et signer tous actes complémentaires rectificatifs ou modificatifs des présentes, dans le but de mettre ces dernières en concordance avec le fichier immobilier, les documents cadastraux et d'état-civil.

**Art. 7 – ELECTION DE DOMICILE**

Pour l'entière exécution des présentes et de tout ce qui s'y rattache, les parties font élection de domicile en l'Hôtel de la Préfecture à Toulon.

**DONT ACTE SUR 7 PAGES**

**FAIT A TOULON LES JOURS, MOIS ET AN QUE SUSBIT.**

**La Métropole Toulon  
Provence Méditerranée**

**La Directrice du Parc  
National de Port-Cros**

**Le Directeur départemental  
des finances publiques du  
Var  
par délégation**

**Le Préfet du Var,**

Bail Emphytéotique

RECEVUE D'IMPOT DES PROPRIETES DE TOULON

Impôt	748	Reçu	30.1831
Impôt	121	Date	3. FEV. 1997
TOTAL	869	Vol.	97P
		Reçu	124.

Le Conservateur

DOCUMENT HYPOTHECAIRE NORMALISE

REPUBLIQUE FRANCAISE

PREFECTURE DU VAR

L'an mil neuf cent quatre vingt seize  
et le 30 décembre

En l'Hôtel de la Préfecture

Le Préfet du Var a reçu le présent acte authentique portant

### BAIL EMPHYTEOTIQUE

#### ENTRE

1°) Monsieur le Directeur des Services Fiscaux du VAR chargé du Domaine au département du VAR, agissant au nom de l'Etat en vertu de la délégation qui lui a été consentie le 1er octobre 1996

assisté de M. Emmanuel LOPEZ, Directeur du Parc National de PORT-CROS, représentant cet établissement public ainsi que Monsieur le Ministre de l'Environnement, ceci aux termes d'une délégation qui lui a été accordée le 6 mai 1992 et avenant du 1er octobre 1996 (annexe 1).

d'une part.

2°) La Commune de HYERES est représentée par son Maire, Monsieur Léopold RITONDALE, agissant ès qualités, en vertu d'une délibération du Conseil Municipal en date du 11 octobre 1996, dont copie demeurera annexée aux présentes après mention (annexe 2).

d'autre part.

Lesquels préalablement aux présentes ont exposé ce qui suit :

DOCUMENT HYPOTHECAIRE NORMALISE

REPUBLIQUE FRANCAISE

PREFECTURE DU VAR

L'an mil neuf cent quatre vingt seize  
et le 30 décembre

En l'Hôtel de la Préfecture

Le Préfet du Var a reçu le présent acte authentique portant

BAIL EMPHYTEOTIQUE

ENTRE

1°) Monsieur le Directeur des Services Fiscaux du VAR chargé du Domaine au département du VAR, agissant au nom de l'Etat en vertu de la délégation qui lui a été consentie le 1er octobre 1996

assisté de M. Emmanuel LOPEZ, Directeur du Parc National de PORT-CROS, représentant cet établissement public ainsi que Monsieur le Ministre de l'Environnement, ceci aux termes d'une délégation qui lui a été accordée le 6 mai 1992 et avenant du 1er octobre 1996 (annexe 1).

d'une part,

2°) La Commune de HYERES est représentée par son Maire, Monsieur Léopold RITONDALE, agissant ès qualités, en vertu d'une délibération du Conseil Municipal en date du 11 octobre 1996. dont copie demeurera annexée aux présentes après mention (annexe 2).

d'autre part,

Lesquels préalablement aux présentes ont exposé ce qui suit :

**FACE ANNULEE**

ART. 905 (2<sup>me</sup> et 3<sup>me</sup> alinéas)  
du C.G.I.

## EXPOSE

Afin d'assurer le traitement des eaux usées de l'Ile de PORQUEROLLES, le Parc National de Port Cros a accepté de donner à bail emphytéotique à la Commune d'HYERES une parcelle de terrain afin que celle-ci y construise les bâtiments nécessaires à cet équipement public.

L'ensemble, construit par anticipation dès 1975 puis en 1994, comprend les ouvrages suivants :

bâtiment de commandes, locaux techniques divers, bureau, atelier, sanitaires, bassin et clarificateurs ainsi que lits de séchage et hangar de déshydratation le tout pour une superficie de 537 m<sup>2</sup>, ainsi que le logement de fonction d'une superficie de 54 m<sup>2</sup>.

Ceci exposé, Monsieur le Directeur des services fiscaux stipulant au nom de l'Etat et assisté comme il est dit ci-dessus, donne à bail emphytéotique régi par la loi du 25 juin 1902, les articles 937 à 950 du Code rural et plus spécialement par les articles R. 66 et R. 69 du Code du domaine de l'Etat, ce qui est accepté par Monsieur RITONDALE, maire de HYERES, l'immeuble dont la désignation suit :

### ARTICLE 1 - DESIGNATION

Sur la commune de HYERES (VAR) Ile de PORQUEROLLES une parcelle de terre figurant au cadastre rénové de ladite commune à la Section J sous le numéro 1433 pour 48 ares 70 centiares

La parcelle cadastrée section J n° 1433 provient de la division de la parcelle antérieurement cadastrée section J n° 228, telle que retracée sur le tableau ci-après :

Avant division			Après division			Parcelle louée		
son	n°	Superficie	son	n°	Superficie	son	n°	Superficie
J	228	4ha 15a 70ca	J	1433	48a 70ca	J	1433	48a 70ca
			J	1434	3ha 67a 01ca			

Ainsi que cela résulte d'un document d'arpentage n° 6545V dressé par le Cabinet SCP Turquat Deveney, Géomètres experts à HYERES le 25 mai 1989, lequel sera déposé au 2ème bureau de la Conservation des hypothèques de TOULON lors de la publication du présent acte.

## FACE ANNULEE

ART. 905 (2<sup>me</sup> et 3<sup>me</sup> alinéas)  
du C.G.I.

La parcelle cadastrée section J n° 1434, non comprise dans la présente emphytéose, reste sous la main de l'Etat -bailleur- (Parc National de PORT CROS).

## ARTICLE 2 - ORIGINE DE PROPRIETE

La parcelle faisant l'objet du présent bail emphytéotique est inscrite au tableau général des Propriétés de l'Etat sous le numéro 830/1388 à la rubrique "Parcs Nationaux".

Elle est la propriété de l'Etat pour l'avoir acquise aux termes des actes relatés ci-après :

- s'agissant des quatre vingt dix neuf centièmes indivis (99/100ème) :  
Acte administratif reçu par le Préfet du Var le 17 mai 1971, publié au 2ème bureau des hypothèques de TOULON le 26 mai 1971, volume 370 n° 5, ledit acte contenant vente à l'Etat par Mme Simone FOURNIER, épouse RICHET, de divers immeubles dont la parcelle susvisée.

ORIGINE ANTERIEURE : s'agissant de l'origine antérieure les parties, d'un commun accord, entendent s'en référer à celle contenue dans l'acte administratif du 17 mai 1971 précité.

- s'agissant du un centième indivis (1/100ème) : Acte administratif reçu par le Préfet du Var le 7 mars 1983, volume 5372 n° 3, ledit acte contenant vente par MM. AUERBACH Pierre, BLITZ Gérard et TRIGANO André Elie de divers immeubles dont les parcelles susvisées.

ORIGINE ANTERIEURE : s'agissant de l'origine antérieure les parties, d'un commun accord, entendent s'en référer à celle contenue dans l'acte administratif du 7 mars 1983 précité.

## ARTICLE 3 - RAPPEL DE SERVITUDES

A ce sujet il est rappelé que les immeubles ci-avant désignés ont fait l'objet de constitutions de diverses servitudes passives ou actives, lesquelles ont été énoncées dans les actes suivants :

1) Acte de vente reçu par Maître FOUAN, notaire, le 13 mai 1966, publié au 2ème Bureau des hypothèques de TOULON le 15 octobre 1966 volume 4289 n° 30

contenant notamment :

Diverses conventions et servitudes de non altius tollendi grevant les parcelles J 227 et 1015 au profit des parcelles J. 126, 127, 128, 214, 835, 217, 219, 220, 221, 223, 228, 237, 238, 239, 240, 779, 252, 958, 959, 957, 999, 1018, 1111, 1107, 1099, 1104, 215 (servitudes actives).

**FACE ANNULEE**

ART. 905 (2<sup>me</sup> et 3<sup>me</sup> alinéas)  
du C.G.I.

2) Acte de vente reçu par Maître FOUAN, Notaire susnommé, les 4 et 29 avril 1968 publié au 2ème Bureau des hypothèques de TOULON le 3 août 1988 volume 4925 n° 23,

contenant notamment :

Conditions particulières grevant la parcelle J. 1045 au profit des parcelles J. 126, 127, 128, 885, 214, 217, 219, 220, 221, 223, 228, 237, 238, 239, 240, 779, 1018, 1046, 1047, 958, 959, 957, 999, 252, 1111, 1107, (servitudes actives)

Conditions particulières profitant à la parcelle J. 1045 et grevant les parcelles J. 126, 127, 128, 885, 214, 217, 219, 220, 221, 223, 228, 237, 238, 239, 240, 779, 252, 1046, 1047, 958, 959, 957, 999, 1018, 1111, 1107, 1099, 1104, 215 (servitudes passives).

#### ARTICLE 4 - DUREE

La présente location est consentie et acceptée pour une durée de CINQUANTE ANS (50 ans) qui commencera à courir le jour de la signature de l'acte.

En aucun cas la durée du présent bail emphytéotique ne pourra faire l'objet d'une prorogation par tacite reconduction mais un nouveau bail pourra être envisagé avec l'accord de chaque partie.

#### ARTICLE 5 - CHARGES ET CONDITIONS

Il est précisé que les terrains sont donnés à bail à la commune d'HYERES en vue de la création d'un équipement public de traitement des eaux usées.

1) Elle prendra les terrains loués dans leur état actuel et ne pourra faire aucune réclamation pour quelque cause que ce soit sans pouvoir à aucune époque et sous aucun prétexte exiger de l'Etat aucune espèce de réparation.

2) Elle supportera les servitudes passives, apparentes ou occultes, continues ou discontinues qui peuvent grever les immeubles loués et profitera en retour de celles actives, s'il en existe, à ses risques et périls, sans recours contre le bailleur.

3) Elle acquittera à partir du jour de l'entrée en jouissance, les impôts fonciers et toutes taxes ou contributions, ordinaires ou extraordinaires auxquels les terrains loués peuvent ou pourront être assujettis pendant la durée du bail de manière que l'Etat ne soit pas recherché à ce sujet.

4) Elle satisfera à partir de la même époque, à toutes les charges de ville, de voirie, de police et autres et à tous les règlements administratifs établis ou à établir sans aucune exception ni réserve.

5) Elle s'opposera à toute usurpation et à tout empiètement et devra prévenir le Directeur du Parc National de PORT CROS ou le Directeur des Services Fiscaux du Var de tout ce qui pourrait advenir à ce sujet à peine d'en demeurer garant et responsable.

**FACE ANNULEE**

ART. 905 (2<sup>me</sup> et 3<sup>me</sup> alinéas)  
du C.G.I.

Par ailleurs, la commune accepte expressément les conditions suivantes :

- . obligation de restituer au parc national l'ensemble des eaux usées traitées par la station pour traitement tertiaire par lagunage,
- . autorisation donnée au Parc National de PORT-CROS d'utiliser les eaux ainsi recyclées pour l'irrigation des vergers dans la plaine du village,
- . obligation pour la commune de maintenir les terrains dans un parfait état de propreté et d'entretien avec autorisation pour les agents du parc d'y effectuer des visites de contrôle,
- . obligation de fournir mensuellement au parc les analyses effectuées sur la qualité des eaux au sortir de la station,
- . en cas de concession par la commune de ce terrain pour un usage qui ne pourrait qu'être conforme à l'objet du bail, les clauses s'appliqueront de plein droit au concessionnaire.
- . toute modification de l'état des lieux sur le plan architectural et paysager (clôtures incluses) sera soumise à l'accord préalable du Parc National de Port Cros, cet accord ne se substituant pas aux autres autorisations administratives, notamment celles qui découlent du classement du site.

#### ARTICLE 6 - CONSTRUCTIONS

Le preneur ne pourra édifier sur les terrains loués que des constructions nécessaires au bon fonctionnement de l'équipement public de traitement des eaux usées.

Les ouvrages et installations réalisés par le preneur resteront sa propriété et celle de ses ayants cause pendant toute la durée du bail.

#### ARTICLE 7 - EXERCICE DU DROIT DE CHASSE

D'un commun accord entre les parties, le droit de chasse et de destruction sera exercé par le bailleur durant toute la durée du bail.

Le bailleur s'engage, pour la durée du bail, à maintenir ouvert à la chasse les territoires concernés par le présent bail.

Toutefois, le bailleur pourra déléguer au preneur son droit de destruction afin de repousser les animaux sauvages susceptibles de commettre des dégâts.

#### ARTICLE 8 - CONDITIONS FINANCIERES

Le présent bail est consenti et accepté gratuitement.

Le preneur paiera les frais et émoluments des présentes et ceux qui en seront la conséquence.

**FACE ANNULEE**

ART. 905 (2<sup>me</sup> et 3<sup>me</sup> alinéas)  
du C.G.I.

## ARTICLE 9 - PROPRIETE DES AMELIORATIONS ET CONSTRUCTIONS REMISE EN ETAT

A l'expiration du bail ou lors de sa résiliation, l'Etat deviendra propriétaire de plein droit, sans indemnité, des installations ou améliorations réalisées par le preneur ou ses éventuels cessionnaires.

A cet égard, la Commune d'HYERES s'engage :

1) En cas de résiliation du bail pour un motif lui incombant, à procéder à la démolition des installations réalisées et à la reconstitution du milieu naturel.

2) à l'expiration du bail, et en l'absence d'établissement d'un nouveau bail, à procéder à la démolition des installations réalisées et à la reconstitution du milieu naturel.

## ARTICLE 10 - CONSTITUTION ET ACQUISITION DE DROITS REELS

Le preneur pourra consentir, conformément à la loi, les servitudes passives indispensables à la réalisation des ouvrages et installations prévus au bail ; toutes autres servitudes ne pourront être conférées qu'avec le consentement de l'Etat (Parc National de PORT CROS et Direction des Services Fiscaux du VAR);

La Commune d'HYERES pourra grever son droit au présent bail ainsi que les ouvrages et installations qu'elle aura édifiés de privilèges et hypothèques, aux conditions exclusives d'utilisation desdits immeubles définis dans le présent acte.

A l'expiration du bail par arrivée du terme ou résiliation amiable ou judiciaire, toutes les servitudes autres que celles indispensables à la réalisation des ouvrages et installations prévues et celles à la constitution desquelles l'Etat aura consenti, ainsi que tous les privilèges et hypothèques conférés par le preneur ou ses ayants cause, s'éteindront de plein droit.

Toutefois, si le bail prend fin par résiliation amiable ou judiciaire, les privilèges visés au présent article et inscrits suivant le cas, avant la publication de la demande en justice tendant à obtenir cette résiliation, ou avant la publication de l'acte ou de la convention la constatant, ne s'éteindront qu'à la date primitivement convenue pour l'exécution du bail.

En aucun cas et à aucun moment, ne pourra être invoqué le droit à la propriété commerciale.

## ARTICLE 11 - CESSION - APPORT EN SOCIETE

Le preneur pourra céder, conformément à la loi tout ou partie de ses droits ou les apporter en société.

Toute cession ou tout apport en société des droits du preneur devra être notifié à l'Etat (Parc National de PORT CROS et Direction des Services Fiscaux du VAR).

FACE ANNULEE

ART. 905 (2<sup>me</sup> et 3<sup>me</sup> alinéas)  
du C.G.I.

En cas de cession, sous quelque forme que ce soit, de tout ou partie des droits qu'il tient du présent bail, la Commune d'HYERES sera tenue d'imposer à son cessionnaire l'obligation d'accomplir et de supporter toutes les charges et conditions du présent bail et demeurera garant envers l'Etat de leur exécution par ledit cessionnaire.

#### ARTICLE 12 - DECLARATION

Un acte complémentaire visant à établir les servitudes liées au passage des canalisations sur les terrains de l'Etat interviendra ultérieurement.

#### ARTICLE 13 - ENREGISTREMENT

La présente mutation de jouissance est exonérée du droit de bail (C.G.I. article 740 II).

Il est requis les dispositions de l'article 1042 du Code Général des Impôts.

#### ARTICLE 14 - PUBLICITE FONCIERE

Le présent contrat sera publié à la Conservation des Hypothèques de TOULON -2ème Bureau- à la diligence du Directeur des Services Fiscaux du VAR dans les formes et conditions prévues par le décret du 4 janvier 1955 et l'article 68 (1<sup>o</sup>) du décret du 14 octobre 1955.

Si l'état qui en sera délivré fait apparaître des inscriptions et transcriptions, la radiation et le rejet devront en être poursuivis par le bailleur et à ses frais.

Les salaires du conservateur seront calculés sur le montant des loyers cumulés évalués à cent vingt et un mille sept cent cinquante francs (121.750 F).

A cet égard, il est précisé que la valeur du loyer initial est de 2435 F et la valeur résiduelle des constructions du franc symbolique, compte tenu de la spécificité des constructions.

Pour l'accomplissement des formalités de publicité foncière, les parties, agissant dans un intérêt commun, donnent tous pouvoirs nécessaires à M. le Directeur des Services Fiscaux du VAR, à l'effet de faire et signer toutes déclarations, dresser et signer tous actes complémentaires rectificatifs ou modificatifs des présentes, dans le but de mettre ces dernières en concordance avec le fichier immobilier, les documents cadastraux et d'état civil.

**FACE ANNULEE**

ART. 905 (2<sup>me</sup> et 3<sup>me</sup> alinéas)  
du C.G.I.

## ARTICLE 15 - DOMICILE

Pour l'exécution des présentes et de leurs suites, les parties élisent domicile : le bailleur dans les bureaux du Parc National de PORT CROS, Castel Sainte Claire, Rue Sainte Claire à HYERES, et le preneur en la Mairie d'HYERES.

DONT ACTE sur 8 pages et approuvé 0 renvoi(s), 0 mots(s) nul(s), et 0 blanc(s) bâtonné(s).

Fait à TOULON les jour, mois et an que susdit.

Le Preneur

Signé : L. RITONDALE

Le Directeur du Parc National  
de PORT CROS

Signé : E. LOPEZ

Le Directeur des Services  
Fiscaux,

Signé : A. MERCADAL

Le Préfet du VAR,

*Pour le préfet  
et par délégation  
Le secrétaire général de la préfecture*

*Signé : Pascal MAILHOS*



Pour Copie certifiée conforme

Pour le Préfet,  
Le Chef du Bureau

— Marie-Thérèse SAUVET

**FACE ANNULEE**

ART. 905 (2<sup>me</sup> et 3<sup>me</sup> alinéas)  
du C.G.I.

## DECISION

-----

Considérant l'implantation de la station d'épuration de l'île de Porquerolles sur un terrain de l'Etat, remis en dotation au parc national de Port-Cros par arrêté du 20 février 1985,

Est autorisée la passation d'un bail emphytéotique avec la commune d'Hyères qui assure l'exploitation de cette station.

La location sera consentie pour une durée de 30 ans.

Délégation est donnée à M. le directeur du parc national de Port-Cros pour signer, au nom du ministre de l'environnement, l'acte administratif qui sera établi par les services fiscaux.

6 MAI 1992

Fait à Neuilly-sur-Seine, le

Pour le ministre et par délégation,  
Le directeur de la protection de la nature,



François LETOURNEUX



**VU NE VARIETUR**

et annexé à la minute d'un acte  
administratif en date de ce jour

**Le Preneur**

**Le Directeur du Parc National  
de PORT CROS**

**Signé : L. RITONDALE**

**Signé : E. LOPEZ**

**Pour le Directeur des Services Fiscaux  
Le Directeur Divisionnaire**

**Le Préfet du VAR**

**Signé : A. MERCADAL**

*Pour le préfet  
et par délégation  
Le secrétaire général de la préfecture*

*Signé : Pascal MAILHOS*



**Pour Copie certifiée conforme**

**Pour le Préfet,  
Le Chef du Bureau**

**Marie-Thérèse SAUVET**

REPUBLIQUE FRANCAISE  
MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT  
DECISION

MODIFIANT LA DECISION DU 6 MAI 1992  
relative à l'implantation de la station d'épuration de l'île de Porquerolles sur un terrain  
de l'Etat, remis en dotation au Parc national de Port-Cros par arrêté du 20 février 1985

Le troisième alinéa de la décision du 6 mai 1992 est modifiée comme suit :

remplacer :

La location sera consentie pour une durée de 30 ans.

par :

La location sera consentie pour une durée de 50 ans.

Fait à PARIS, le 1er octobre 1996

Le ministre de l'environnement  
Pour le Ministre et par délégation  
Le Directeur de la Nature  
et des Paysages

POUR LE DIRECTEUR DE LA NATURE  
ET DES PAYSAGES ET PAR DÉLÉGATION,  
Pour l'Ingénieur en Chef du Génie Rural, des Eaux et des Forêts  
chargé de la sous-direction des Espaces Naturels,

L'Adjoint au chef de la  
Sous-Direction des Espaces Naturels

  
Jacques COUTARD  
Administrateur Civil

PARC NATIONAL

VU NE VARIETUR  
et annexé à la minute d'un acte  
administratif en date de ce jour

Le Preneur

Le Directeur du Parc National  
de PORT CROS

Signé : L. RITONDALE

Signé : E. LOPEZ

Pour le Directeur des Services Fiscaux  
Le Directeur Divisionnaire

Le Préfet du VAR

Signé : A. MERCADAL

*Pour le préfet  
et par délégation  
Le secrétaire général de la préfecture*

*Signé : Pascal MAILHOS*



Pour Copie certifiée conforme

Pour le Préfet,  
Le Chef du Bureau

Marie-Thérèse SAUVET

REÇU en préfecture le 15 OCT. 1996

SEANCE du 11 OCTOBRE 1996

N° 37

OBJET : ILE de PORQUEROLLES - Station d'Epuration - Bail emphytéotique à consentir par l'Etat au profit de la Commune

Rapporteur : Monsieur SORELLO, Adjoint

L'Etat agissant pour le compte du Parc National de PORT CROS, Service affectataire consent à accorder à titre gratuit à la Commune un bail emphytéotique pour une durée de 50 ans à compter de la date de signature dudit bail et portant sur la parcelle cadastrée (après division) Section J n° 1433 d'une contenance de 4.870 m<sup>2</sup>.

Sur cette parcelle la Commune a édifié par anticipation une station d'épuration comprenant divers locaux techniques d'une superficie globale de 537 m<sup>2</sup> ainsi qu'un logement de fonction d'une superficie de 54 m<sup>2</sup> et ce en vu d'assurer le traitement des eaux usées de l'Ile de PORQUEROLLES.

Par conséquent, je vous demande de bien vouloir vous prononcer sur ces dispositions et autoriser Monsieur le Maire à signer le bail emphytéotique à intervenir avec l'Etat, ledit document étant rédigé par les Scs FISCAUX.

#### LE CONSEIL MUNICIPAL

ENTENDU l'expos des motifs,

VU les avis des Commissions compétentes,

ACCEPTE les dispositions telles qu'énoncées dans le bail emphytéotique, devant intervenir entre l'Etat par le Parc National de PORT CROS et la Commune d'HYERES et joint à la présente.

AUTORISE Monsieur le Maire à signer le bail emphytéotique relatif à la location de la parcelle cadastrée (après division) J n° 1433 et constituant l'emprise de la station d'épuration de l'Ile de PORQUEROLLES.

ADOPTE par 43 VOIX  
PUBLIE le 14 OCTOBRE 1996

Fait et délibéré,  
Les jour, mois et an susdits,

P. copie conforme  
Hyères, le 17 OCT. 1996

Le Maire  
Pour le Maire  
L'Adjoint Délégué



ANNEXE 2

FACE ANTICULE

AST. 905 (2<sup>nd</sup> et 3<sup>rd</sup> alignés  
du C.G.I.)



12, avenue Joseph Ciotis  
Boite Postale 709  
83400 HYERES CEDEX  
Tél: 94 35 90 00 - Fax: 94 65 64 33

## EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

du Conseil Municipal de la Commune d'HYERES

SEANCE DU : 11 OCTOBRE 1996

QUORUM N° 8 : DE LA DELIBERATION N° 31  
A LA DELIBERATION N° 56

L'AN MIL NEUF CENT QUATRE VINGT SEIZE, LE ONZE OCTOBRE

Le Conseil Municipal de la Commune d'HYERES s'est réuni dans le lieu ordinaire de ses séances sous la présidence de Monsieur Léopold RITONDALE, MAIRE

ETAIENT PRESENTS : M. Léopold RITONDALE, Maire

MM. BORELLO - GAUDEMARD - ROUX - CARANTA - BANES -  
DURAND - CARRASSAN - BERNABEU - POLITI - Mme CHAMBOURLIER -  
M. LOBRY, Adjoints.

MM. GARDON - DAZIANO - DONZEL - KERAUDREN -  
Melle BELLEOUD - MM. OLLIVIER - ROBERT - MARTIN - BONHOMME -  
BARBARROUX - GLAIZE - OZENDA - Mme KROTOFF, Conseillers  
Municipaux délégués.

MM. DE DAVID BEAUREGARD - M. COLLIN - Mme BRUTIN -  
MM. SOITEUR - BONNET - SURMONT - Mme FERRE - MM. SALES -  
BIANCOTTO - QUENTIN - CAUVET, Conseillers Municipaux.

EXCUSES ET ONT DONNE PROCURATION DE VOTER, conformément  
à la loi n°47.1744 du 6 Septembre 1947,

M. SARRAMEA, Adjoint à Mme CHAMBOURLIER, Adjoint - Mme LEROY,  
CMD à Mme KROTOFF, CMD - Mme DURIEU, CMD à M. OLLIVIER, CMD -  
M. LAGARDE, CMD à M. KERAUDREN, CMD - M. GOURRIER, CMD à  
M. ROBERT, CMD - M. BAGARRY, CM à M. SURMONT, CM - M. DE  
LUSTRAC, CM à M. SALES, CM

SECRETAIRE DE SEANCE : M. Philippe OLLIVIER

CONSEILLERS EN EXERCICE : 43

DATE DE LA CONVOCATION : 4 OCTOBRE 1996

Lecture a été donnée de ce qui suit :

C. Babin

VU NE VARIETUR

et annexé à la minute d'un acte  
administratif en date de ce jour

Le Preneur

Le Directeur du Parc National  
de PORT CROS

Signé : L. RITONDALE

Signé : E. LOPEZ

Pour le Directeur des Services Fiscaux  
Le Directeur Divisionnaire

Le Préfet du VAR

Signé : A. MERCADAL

*Pour le préfet  
et par délégation  
Le secrétaire général de la préfecture*

Signé : Pascal MAILHOS



Pour Copie certifiée conforme

Pour le Préfet,  
Le Chef du Bureau

Marie-Thérèse SAUVET